

PALESTINE : LETTRE OUVERTE n° 4 aux personnes de conscience

Depuis 1948, le nettoyage ethnique de la Palestine n'a jamais cessé !

La déportation de Salah Hamouri en est l'une des illustrations



Le 18 décembre 2022, après des années de harcèlement continu, l'avocat franco-palestinien Salah HAMOURI, une nouvelle fois en détention administrative (*) depuis mars 2022, après une grève de la faim et une mise à l'isolement, lui, qui a écrit « *rester, c'est résister* » est déporté vers la France par l'État d'apartheid israélien, ce qui constitue un crime contre l'humanité, selon l'article 7 du statut de Rome de la Cour Pénale Internationale.

(*) la détention administrative est l'arrestation et la détention d'une personne par l'autorité militaire, sans charge, ni jugement, pour une durée inconnue, renouvelable indéfiniment, basée sur des preuves tenues secrètes.

A son arrivée à Paris, accueilli par de nombreuses personnes, militantes de la cause palestinienne, dans une courte déclaration, Salah affirme :

[...] « **Aujourd'hui, j'ai été arraché brutalement de ma patrie par les forces d'occupation qui continuent le nettoyage ethnique depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui.**

[...] *Je suis convaincu que cette machine de destruction qu'est Israël reculera devant un projet de résistance palestinienne.*

Pour moi, la Palestine ce n'est pas la géographie, c'est une cause. J'ai changé d'endroit mais le combat continue avec vous, avec mon peuple, jusqu'à la libération, l'indépendance et surtout le retour. »

N'oublions pas les 4 500 prisonniers politiques palestiniens, dont 835 détenus administratifs, 150 enfants, 34 femmes, détenus dans les geôles israéliennes.

Parmi eux, des prisonniers condamnés à perpétuité ou à de longues peines, comme Ahmad Sa'adat du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine), Marwan Barghouti (dirigeant du Fatah) et bien d'autres, dont Georges Ibrahim Abdallah, communiste libanais, militant de la cause palestinienne, détenu depuis 38 ans dans les geôles françaises.

Du 14 au 24 janvier, plus de 140 organisations de 25 pays, dont 40 en France, ont signé l'appel lancé par Samidoun (réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens), à une semaine internationale d'actions pour la libération d'Ahmad Sa'adat et de tous les prisonniers politiques palestiniens.

Participons aux initiatives pour leur libération !



Association France Palestine Solidarité Paris-Sud
MVAC 21 rue Caillaux – BP 5 – 75013 Paris - Courriel : afps.paris.sud13@gmail.com
Collectif Boycott Apartheid Israël – Paris Banlieue - Courriel : bai.parisbanlieue@gmail.com
<https://www.facebook.com/collectifBAIpb>
Twitter : @collectifBAI_PB – Instagram : @collectifbai_pb



(IPNS - Ne pas jeter sur la voie publique) – Janvier 2023 - TSVF

OUI Salah HAMOURI a raison :

Depuis le 29 décembre 2022, l'extrême-droite raciste, fasciste, suprémaciste, très religieuse, homophobe et misogyne est au pouvoir en Israël !

Ce gouvernement va poursuivre, en l'aggravant, la politique coloniale menée par Israël, depuis sa création.

Le chef du gouvernement, Benjamin Netanyahou (en procès pour corruption) a rappelé les lignes directrices de son programme. Le 1^{er} article affirme : « *Le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties de la Terre d'Israël. Le gouvernement encouragera et développera l'expansion de la présence juive dans toutes les parties de la Terre d'Israël, en Galilée, dans le Néguev, dans le Golan et en Judée et Samarie (la Cisjordanie).* »

Les lignes directrices de ce programme, sont celles déjà inscrites dans les lois israéliennes, la loi de juillet 2018, dite de « l'État-nation du peuple juif » et celles qui l'ont précédée.

Des postes clés de ce gouvernement reviennent aux formations de la droite extrême et raciste : Bezalel Smotrich, (Parti sioniste religieux), au ministère des Finances et Itamar Ben-Gvir, (Force juive), à la Sécurité nationale.

Ben Gvir (condamné pour racisme) n'a pas attendu longtemps pour fouler aux pieds les accords concernant l'Esplanade des mosquées. Le pouvoir israélien ne veut aucun statu quo, il veut « *les soumettre [les Palestiniens] une fois pour toutes et le faire dans une guerre finale* » comme l'a affirmé Zvika Vogel, député du parti Force juive d'Itamar Ben Gvir qui vient d'interdire le drapeau palestinien dans les lieux publics.

Pour les Palestiniens, l'année 2023 commence comme a fini 2022

À Jénine, à Jérusalem ou à Masafer Yatta, à Bethléem et à Naplouse, à Hébron, à Salfit et à Gaza : les Palestiniens sont confrontés aux assassinats perpétrés par l'armée d'occupation, à la violence des colons, aux destructions de maisons et de plantations, aux ordres d'évacuation, aux confiscation de terres aux installations de nouvelles colonies, aux arrestations arbitraires...

MAIS

À Jénine, à Jérusalem ou à Masafer Yatta, à Bethléem et à Naplouse, à Hébron, à Salfit et à Gaza : les Palestiniens résistent ! La jeunesse palestinienne, les prisonniers, sont l'avant-garde de la résistance à l'occupation israélienne !

« *Ma génération est celle qui mettra fin à l'occupation* » déclare Ahed Tamimi

Ahed Tamimi a été emprisonnée en Israël, pendant 8 mois, à l'âge de 16 ans, pour avoir donné une gifle à un soldat israélien dans la cour de sa maison de Nabi Saleh. En décembre 2022, dans une interview du député belge, Nabil Boukili, elle témoigne de son vécu et lance un appel à résister et à se mobiliser. Comme Salah Hamouri, Ahed Tamimi est une combattante pour la libération de la terre de Palestine, la fin de l'occupation et le retour des réfugiés. Voir l'interview sur ce lien <https://www.france-palestine.org/Ahed-Tamimi-la-jeune-generation-palestinienne-en-resistance>. En voici deux extraits :

[...] *Nous ne voulons pas de compassion, de larmes ou de pitié. Nous avons besoin de gens qui combattent et résistent avec nous, qu'ils soient nos partenaires dans l'engagement, qu'ils descendent dans la rue et soutiennent la Palestine, et qu'ils fassent pression sur leurs gouvernements afin qu'ils cessent de soutenir l'occupation.*
[...] *Nous avons besoin que les gens boycottent les produits israéliens, qu'ils soutiennent le boycott culturel et académique d'Israël partout.*

Répondons aux appels de Salah Hamouri, d'Ahed Tamini, des organisations de la société civile palestinienne.

Résistons avec les Palestiniens **en rejoignant** les organisations qui militent pour le Boycott économique, culturel, académique et sportif de l'État israélien, **en exigeant** des autorités françaises qu'elles prennent des SANCTIONS et rompent leur complicité avec cet État criminel !